



2 juillet 2018

(18-4150)

Page: 1/5

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS – CERTAINES MESURES VISANT LES PRODUITS EN ACIER ET EN ALUMINIUM

### DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

La communication ci-après, datée du 29 juin 2018 et adressée par la délégation de la Fédération de Russie à la délégation des États-Unis, est distribuée à l'Organe de règlement des différends conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

---

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec les États-Unis d'Amérique (États-Unis) conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*, à l'article XXII:1 de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* (GATT de 1994) et à l'article 14 de l'*Accord sur les sauvegardes*, concernant les mesures que les États-Unis ont mises en place pour ajuster les importations d'acier et d'aluminium sur leur territoire, y compris par l'imposition de droits d'importation *ad valorem* additionnels sur certains produits en acier et en aluminium et par l'exemption de certains Membres de l'OMC de l'application de ces mesures. Ces mesures affectent de manière défavorable les exportations de ces produits provenant de la Fédération de Russie à destination des États-Unis.

Le 23 mars 2018, les États-Unis ont établi des droits d'importation additionnels de 25% *ad valorem* sur l'acier et les produits en acier importés de tous les pays à l'exception du Canada, du Mexique, de l'Australie, de l'Argentine, de la Corée, du Brésil et de l'Union européenne, définis selon les positions à six chiffres suivantes du tarif douanier harmonisé (HTS) des États-Unis: 7206.10 à 7216.50, 7216.99 à 7301.10, 7302.10, 7302.40 à 7302.90 et 7304.10 à 7306.90, y compris toutes révisions ultérieures de ces classifications du HTS.

Le 1<sup>er</sup> juin 2018, les États-Unis ont également établi des droits d'importation additionnels de 25% *ad valorem* sur l'acier et les produits en acier importés du Canada, du Mexique et de l'Union européenne. L'Australie, l'Argentine, le Brésil et la Corée demeurent ainsi exemptés de ces droits. S'agissant de la Corée, le 1<sup>er</sup> mai 2018, les États-Unis ont établi des contingents limitant la quantité d'acier et de produits en acier importés, en poids, par année civile à compter de 2018. Le 1<sup>er</sup> juin 2018, ils ont également établi pour l'Argentine et le Brésil des contingents limitant la quantité d'acier et de produits en acier importés, en poids, par année civile à compter de 2018.

Le 23 mars 2018, les États-Unis ont établi des droits d'importation additionnels de 10% *ad valorem* sur les produits en aluminium importés de tous les pays à l'exception du Canada, du Mexique, de l'Australie, de l'Argentine, de la Corée, du Brésil et de l'Union européenne, définis comme suit dans le tarif douanier harmonisé (HTS) des États-Unis: a) aluminium sous forme brute (HTS 7601); b) barres et profilés en aluminium (HTS 7604); c) fils en aluminium (HTS 7605); d) tôles et bandes en aluminium et feuilles et bandes minces en aluminium (produits laminés plats) (HTS 7606 et 7607); e) tubes et tuyaux en aluminium et accessoires de tuyauterie en aluminium (HTS 7608 et 7609); et f) pièces moulées et forgées en aluminium (HTS 7616.99.51.60 et 7616.99.51.70), y compris toutes révisions ultérieures de ces classifications du HTS.

Le 1<sup>er</sup> mai 2018, les États-Unis ont également établi des droits d'importation additionnels de 10% *ad valorem* sur ces produits en aluminium importés de Corée. L'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Canada, le Mexique et l'Union européenne demeurent ainsi exemptés de ces droits. Le

1<sup>er</sup> juin 2018, ils ont également établi des droits d'importation additionnels de 10% *ad valorem* sur ces produits en aluminium importés du Brésil, du Canada, du Mexique et de l'Union européenne. L'Australie et l'Argentine demeurent ainsi exemptées de ces droits. S'agissant de l'Argentine, le 1<sup>er</sup> juin 2018, les États-Unis ont établi des contingents limitant la quantité de produits en aluminium importés, en poids, par année civile à compter de 2018.

Les mesures en cause incluent, mais pas exclusivement, les suivantes:

- Proclamation présidentielle n° 9705 du 8 mars 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (annexe comprise), visant à modifier le chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis<sup>1</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9704 du 8 mars 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (annexe comprise, visant à modifier le chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis<sup>2</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9711 du 22 mars 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (annexe comprise), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018<sup>3</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9710 du 22 mars 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (annexe comprise), modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018<sup>4</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9740 du 30 avril 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (annexe comprise, visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9711 du 22 mars 2018<sup>5</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9739 du 30 avril 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (annexe comprise, visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9710 du 22 mars 2018<sup>6</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9759 du 31 mai 2018, Ajustement des importations d'acier aux États-Unis (annexe comprise), modifiant la Proclamation n° 9705 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9711 du 22 mars 2018 et la Proclamation n° 9740 du 30 avril 2018<sup>7</sup>;
- Proclamation présidentielle n° 9758 du 31 mai 2018, Ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis (annexe comprise, visant à modifier certaines dispositions du chapitre 99 du tarif douanier harmonisé des États-Unis), modifiant la Proclamation n° 9704 du 8 mars 2018, modifiée par la Proclamation n° 9710 du 22 mars 2018 et la Proclamation n° 9739 du 30 avril 2018<sup>8</sup>;
- Prescriptions relatives à la présentation de demandes d'exclusion du champ des mesures correctives instituées dans les proclamations présidentielles concernant l'ajustement des importations d'acier aux États-Unis et l'ajustement des importations d'aluminium aux États-Unis; et au dépôt d'objections aux demandes d'exclusion présentées concernant l'acier et l'aluminium (Département du commerce des États-Unis)<sup>9</sup>;

<sup>1</sup> Federal Register, Volume 83, n° 51, pages 11625 à 11630, 15 mars 2018.

<sup>2</sup> Federal Register, Volume 83, n° 51, pages 11619 à 11624, 15 mars 2018.

<sup>3</sup> Federal Register, Volume 83, n° 60, pages 13361 à 13365, 28 mars 2018.

<sup>4</sup> Federal Register, Volume 83, n° 60, pages 13355 à 13359, 28 mars 2018.

<sup>5</sup> Federal Register, Volume 83, n° 88, pages 20683 à 20705, 7 mai 2018.

<sup>6</sup> Federal Register, Volume 83, n° 88, pages 20677 à 20682, 7 mai 2018.

<sup>7</sup> Federal Register, Volume 83, n° 108, pages 25857 à 25877, 5 juin 2018.

<sup>8</sup> Federal Register, Volume 83, n° 108, pages 25849 à 25855, 5 juin 2018.

<sup>9</sup> Federal Register, Volume 83, n° 53, pages 12106 à 12112, 19 mars 2018.

- Effet des importations d'acier sur la sécurité nationale, enquête menée au titre de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée, Département du commerce des États-Unis, Direction de l'industrie et de la sécurité, Bureau d'évaluation des technologies du 11 janvier 2018<sup>10</sup>;
- Effet des importations d'aluminium sur la sécurité nationale, enquête menée au titre de l'article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée, Département du commerce des États-Unis, Direction de l'industrie et de la sécurité, Bureau d'évaluation des technologies, 17 janvier 2018<sup>11</sup>;
- Article 232 de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce extérieur, telle que modifiée (titre 19 United States Code § 1862);
- Code of Federal Regulations, titre 15, article 705, effet des produits importés sur la sécurité nationale.

Pour chacune des mesures susmentionnées, la présente demande vise aussi toutes nouvelles modifications, mesures complémentaires, mesures de remplacement, prorogations, mesures de mise en œuvre, mesures de reconduction ou autres mesures connexes, y compris tous ajustements des droits de douane, des contingents tarifaires ou des contingents.

Il apparaît que les mesures en cause, séparément ou conjointement, sont incompatibles avec les obligations des États-Unis au titre des accords visés, en particulier:

- l'article I:1 du GATT de 1994, parce que, en ce qui concerne les droits de douane et les impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation, et en ce qui concerne l'ensemble de la réglementation et des formalités afférentes aux importations, les États-Unis n'étendent pas, immédiatement et sans condition, à tout produit similaire originaire du territoire de tous les autres Membres tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés par les États-Unis à certains autres pays;
- l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994, parce que les mesures n'accordent pas à la plupart des autres Membres de l'OMC, y compris la Fédération de Russie, en matière commerciale, un traitement qui n'est pas moins favorable que celui qui est prévu dans la partie appropriée de la Liste de concessions et d'engagements des États-Unis annexée au GATT de 1994. Elles n'exemptent pas les produits en cause importés de la plupart des autres Membres, y compris la Fédération de Russie, de droits de douane proprement dits et de la totalité des autres droits ou impositions de toute nature perçus à l'importation ou à l'occasion de l'importation plus élevés que ceux prévus dans la Liste de concessions et d'engagements des États-Unis annexée au GATT de 1994;
- l'article X:3 a) du GATT de 1994, parce que les États-Unis n'ont pas appliqué d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable leurs lois, règlements, décisions judiciaires et administratives concernant les mesures en cause;
- l'article XI:1 du GATT de 1994, parce que les États-Unis ont établi des restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, appliquées au moyen de contingents, à l'importation de produits originaires du territoire d'autres Membres;
- l'article XIX:1 a) du GATT de 1994, parce que les États-Unis ont suspendu des concessions tarifaires sans que les produits en cause ne soient importés sur le territoire des États-Unis en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave aux producteurs nationaux, aux États-Unis, de produits similaires ou de produits directement concurrents, par suite de l'évolution

---

10

["http://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the\\_effect\\_of\\_imports\\_of\\_steel\\_on\\_the\\_national\\_security\\_-\\_with\\_redactions\\_-\\_20180111.pdf"](http://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the_effect_of_imports_of_steel_on_the_national_security_-_with_redactions_-_20180111.pdf).

11

["https://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the\\_effect\\_of\\_imports\\_of\\_aluminum\\_on\\_the\\_national\\_security\\_-\\_with\\_redactions\\_-\\_20180117.pdf"](https://www.commerce.gov/sites/commerce.gov/files/the_effect_of_imports_of_aluminum_on_the_national_security_-_with_redactions_-_20180117.pdf).

imprévue des circonstances et par l'effet des engagements assumés au titre du GATT de 1994;

- l'article XIX:2 du GATT de 1994, parce que les États-Unis n'ont pas avisé l'OMC par écrit et le plus longtemps possible à l'avance, et n'ont pas fourni à l'OMC et aux Membres de l'OMC ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs des produits en question, l'occasion d'examiner avec eux les mesures qu'ils se proposaient de prendre;
- l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde aux produits en question sans avoir d'abord déterminé, conformément aux dispositions suivantes de l'Accord sur les sauvegardes, que ces produits sont importés sur leur territoire en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents;
- l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis n'appliquent pas les mesures de sauvegardes aux produits importés indépendamment de leur provenance;
- l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde aux produits en question sans avoir d'abord dûment mené une enquête et publié un rapport exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles ils sont arrivés sur tous les points de fait et de droit pertinents;
- l'article 4:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis n'ont pas dûment déterminé l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave pour une branche de production nationale;
- l'article 4:2 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis n'ont pas dûment évalué tous les facteurs pertinents influant sur la situation de la branche de production nationale; n'ont pas démontré l'existence d'un lien de causalité entre l'accroissement des importations et le dommage grave ou la menace de dommage grave, y compris en n'imputant pas le dommage causé par des facteurs autres que l'accroissement des importations; et n'ont pas publié d'analyse détaillée et de justification de leurs conclusions;
- l'article 5:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde au-delà de la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement;
- l'article 7 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis appliquent des mesures de sauvegarde sans prévoir qu'elles ne seront appliquées que pendant la période nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement, sans limiter cette période à quatre ans, et sans prévoir une libéralisation progressive à intervalles réguliers;
- l'article 8:1 de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis ne se sont pas efforcés de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu du GATT de 1994 entre eux et les Membres exportateurs;
- l'article 11:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis ont pris des mesures d'urgence concernant l'importation de produits particuliers, telles qu'elles sont définies à l'article XIX du GATT de 1994, sans que de telles mesures ne soient conformes aux dispositions de cet article appliquées conformément aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes;
- l'article 11:1 b) de l'Accord sur les sauvegardes, parce que les États-Unis cherchent à prendre, en appliquant les mesures en cause, des mesures d'autolimitation des

exportations, d'arrangement de commercialisation ordonnée ou toute autre mesure similaire à l'exportation ou à l'importation;

- l'article 12:1, 12:2 et 12:3 de l'Accord sur les sauvegardes parce que les États-Unis ne se sont conformés à aucune des obligations de notification et de consultation énoncées dans ces dispositions; et
- les articles I:1, II:1 a) et b), X:3 a) et XI:1 du GATT de 1994, par suite de chacune des incompatibilités susmentionnées avec les dispositions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.

Les mesures des États-Unis décrites plus haut annulent ou compromettent les avantages revenant directement ou indirectement à la Fédération de Russie au titre des accords cités.

La Fédération de Russie se réserve le droit de traiter des mesures et allégations additionnelles au titre d'autres dispositions des accords visés au sujet des questions susmentionnées au cours des consultations et dans toute future demande d'engagement d'une procédure de groupe spécial.

La Fédération de Russie attend avec intérêt de recevoir la réponse des États-Unis à la présente demande de consultations en temps opportun en vue de fixer une date mutuellement acceptable pour les consultations.

---